

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/11569]

21 AVRIL 2017. — Arrêté ministériel fixant le modèle des formulaires de déclaration d'absence temporaire visés à l'article 18, § 2, alinéas 1^{er} et 3, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers,

Arrête :

Article unique. Le modèle des formulaires de déclaration d'absence temporaire visés à l'article 18, § 2, alinéas 1^{er} et 3, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 9 mars 2017, est fixé dans l'annexe au présent arrêté.

Bruxelles, le 21 avril 2017.

J. JAMBON

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/11569]

21 APRIL 2017. — Ministerieel besluit tot bepaling van het model van de aangifteformulieren voor tijdelijke afwezigheid bedoeld in artikel 18, § 2, eerste en derde lid, van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende het verkrijgen van informatie uit de bevolkingsregisters en uit het vreemdelingenregister,

Besluit :

Enig artikel. Het model van de aangifteformulieren bedoeld in artikel 18, § 2, eerste en derde lid, van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 maart 2017, wordt vastgelegd in de bijlage bij dit besluit.

Brussel, 21 april 2017.

J. JAMBON

Annexe à l'arrêté ministériel du 21 avril 2017 fixant le modèle des formulaires de déclaration d'absence temporaire visés à l'article 18, § 2, alinéas 1^{er} et 3, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers.

Formulaire de Déclaration d'une Absence temporaire.

A la commune :.....

A l'attention du Service Population.

Le soussigné,

Nom, prénom:

Date de naissance:

Numéro de Registre national:

Résidence principale:

.....

déclare quitter temporairement sa résidence principale susmentionnée et demande l'enregistrement de cette absence temporaire dans les registres de la population pour le motif suivant¹:

.....

Résidence temporaire:

.....

Date d'entrée en vigueur:.....

Date de fin prévue :.....

et fournit les pièces justificatives suivantes à titre de preuve¹ :

.....

.....

Le cas échéant, la présente déclaration vaut également pour les membres suivants du ménage² (nom, prénom, numéro de Registre national) :

-
-
-
-

[Lieu, date et signature]

Extrait de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers, articles 17 et 18.-

Art. 17. La résidence principale n'est pas modifiée par une absence temporaire

¹ Si l'article 18, § 3, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers est d'application, il faut toujours communiquer le motif et joindre les pièces justificatives à titre de preuve (voir le verso du présent formulaire). Dans tous les autres cas, cela est fortement recommandé.

² Seule la personne de référence du ménage peut faire la déclaration pour l'ensemble du ménage. Un membre adulte du ménage ne peut faire cette déclaration qu'en ce qui le concerne et un membre mineur du ménage ne peut faire cette déclaration que moyennant l'accord exprès au présent formulaire de la personne qui exerce l'autorité parentale.

Art. 18. §1^{er}. Par « absence temporaire » au sens de l'article 17, l'on entend le fait de ne pas résider de manière effective au lieu de sa résidence principale durant une période déterminée tout en y conservant des intérêts suffisants démontrant que la réintégration dans la résidence principale est possible à tous moments.

Par « intérêts suffisants » au sens de l'alinéa précédent, l'on entend le fait de pouvoir disposer d'un logement, soit inoccupé, soit qui continue d'être occupé par au moins un membre du ménage.

§ 2. Toute absence temporaire de plus de trois mois peut être déclarée à l'administration communale de la commune de la résidence principale, au moyen du formulaire ad hoc. Le ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions détermine le modèle du formulaire de déclaration de l'absence temporaire ainsi que les mentions qui doivent y figurer. Parmi ces informations doit notamment figurer l'adresse de la résidence principale visée au paragraphe 1^{er}.

Une absence temporaire ne peut excéder une année à compter de la date du début de l'absence.

Une absence temporaire peut être renouvelée une fois à la condition qu'elle ait été déclarée conformément à l'alinéa 1^{er}; le renouvellement doit être déclaré par l'intéressé auprès de son administration communale au moyen d'un formulaire, dont le modèle sera fixé par le ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions. Si le renouvellement de l'absence temporaire n'est pas déclaré, la commune procède à la radiation d'office.

Toute personne en absence temporaire peut demander à tous moments son inscription dans la commune où elle réside effectivement ou demander à être radiée pour l'étranger.

§ 3. Par dérogation aux conditions relatives à la durée et au renouvellement de l'absence temporaire énumérées au paragraphe 2, alinéas 2 et 3, sont également considérés comme temporairement absents s'ils en font la déclaration auprès de leur administration communale, conformément au § 2:

1° les personnes séjournant sur le territoire belge dans les hôpitaux et autres établissements publics et privés destinés à recevoir des malades, les maisons de repos, maisons de repos et de soins, hôpitaux ou parties d'hôpitaux assimilés à des maisons de repos et de soins, les établissements psychiatriques ainsi que les personnes placées chez des particuliers, et ce, pendant la durée de leur séjour à des fins thérapeutiques et/ ou d'assistance médicale;

2° les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires et les établissements de défense sociale et ce, pendant la durée de leur détention;

3° les mineurs placés en institutions en application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ou de la loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction et ce, pendant la durée de leur placement;

4° le personnel militaire et civil des Forces belges stationnées à l'étranger, les militaires détachés à l'étranger, soit auprès d'organismes internationaux ou supranationaux, soit auprès d'une base militaire en pays étranger, ainsi que les membres de leur ménage, et ce pendant la durée de leur stationnement ou détachement;

5° les membres du personnel de la police fédérale absents du Royaume, ainsi que les membres de leur ménage, qui soit accompagnent le personnel militaire et civil des Forces belges stationnées à l'étranger, soit accomplissent une mission spécifique à l'étranger et ce, pendant la durée de leur accompagnement ou mission;

6° les membres du personnel de la police fédérale absents du Royaume, ainsi que les membres de leur ménage, qui soit accompagnent le personnel militaire et civil des Forces belges stationnées à l'étranger, soit accomplissent une mission spécifique à l'étranger et ce, pendant la durée de leur accompagnement ou mission;

7° les agents fédéraux, régionaux et communautaires exerçant une fonction dans une représentation diplomatique ou consulaire belge à l'étranger, ainsi que les membres de leur ménage, à condition qu'ils aient un lien hiérarchique avec le chef de poste et qu'ils soient inscrits sur la liste diplomatique de la représentation susmentionnée et ce, pendant la durée de leur mission;

8° les personnes envoyées en mission de coopération par des associations agréées conformément à la loi du 19 mars 2013 relative à la coopération belge au développement, ainsi que les membres de leur ménage, et ce, pendant la durée de leur mission de coopération;

9° les personnes dont la disparition a été signalée à la police locale ou fédérale depuis six mois ou plus et ce, sans préjudice des dispositions relatives aux absents visées au Livre Ier du titre IV du Code civil. L'absence temporaire prend fin avec le retour de la personne disparue ou lorsque son décès est constaté;

10° les personnes qui, dans le cadre de leur profession, effectuent un travail spécifique ou une mission déterminée dans une autre commune du Royaume ou à l'étranger, ainsi que les membres de leur ménage, et ce, pour la durée de leur travail ou mission;

11° les élèves et étudiants âgés de plus de seize ans encore à charge financièrement de leurs parents, qui séjournent en dehors du lieu de résidence du ménage auquel ils appartiennent, et ce, pour le temps de leurs études.

Les motifs de l'absence temporaire justifiant l'application du présent paragraphe font l'objet d'une mention spécifique sur le formulaire visé au paragraphe 2, alinéa, 1^{er} et doivent être étayés à suffisance par des documents justificatifs.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 21 avril 2017 fixant le modèle des formulaires de déclaration d'absence temporaire visés à l'article 18, § 2, alinéas 1^{er} et 3, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers.

Bruxelles, le 21 avril 2017.

J. JAMBON

Bijlage van het ministerieel besluit van 21 april 2017 tot bepaling van het model van de aangifteformulieren voor tijdelijke afwezigheid bedoeld in artikel 18, § 2, eerste en derde lid, van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister.

Formulier voor Aangifte van een Tijdelijke Afwezigheid.

Aan de gemeente :.....

Ter attentie van de Dienst Bevolking.

Ondergetekende,

Naam, voornaam :

Geboortedatum :

Rijkregisternummer :

Hoofdverblijfplaats :

.....

verklaart zijn/haar bovenstaande hoofdverblijfplaats tijdelijk te verlaten en vraagt deze tijdelijke afwezigheid te registreren in de bevolkingsregisters om de volgende reden³ :

.....

.....

Tijdelijke verblijfplaats :

.....

Ingangsdatum:.....

Geplande einddatum :.....

en bezorgt de volgende beschikbare bewijsstukken ter staving¹ :

.....

.....

Deze aangifte geldt gebeurlijk eveneens voor de volgende gezinsleden⁴ (naam, voornaam, rijksregisternummer) :

-
-
-
-

[Plaats, datum en handtekening]

Uittreksel uit het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister, artikelen 17 en 18.

³ Als toepassing wordt gemaakt van artikel 18,§3 van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister moet steeds de reden met bewijsstukken ter staving worden gegeven (zie verso bij dit formulier).In alle andere gevallen wordt dit sterk aanbevolen.

⁴ Enkel de referentiepersoon van het gezin kan de aangifte doen voor het gehele gezin. Een volwassen lid van het gezin kan dit enkel voor zichzelf doen en een minderjarig lid van het gezin uitsluitend met het uitdrukkelijke akkoord op dit formulier van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent .

Art. 17. De hoofdverblijfplaats wordt niet gewijzigd door een tijdelijke afwezigheid.

Art. 18. §1. Met “tijdelijke afwezigheid” in de zin van artikel 17 bedoelt men het feit van niet effectief te verblijven op zijn hoofdverblijfplaats tijdens een bepaalde periode, waarbij er voldoende belangen behouden worden die aantonen dat de reïntegratie in de hoofdverblijfplaats op elk moment mogelijk is.

Met “voldoende belangen” in de zin van het vorige lid bedoelt men het feit van over een huisvesting te kunnen beschikken, hetzij onbewoond, hetzij die bewoond blijft door minstens één gezinslid.

§ 2. Elke tijdelijke afwezigheid van meer dan drie maanden kan aangegeven worden aan het gemeentebestuur van de gemeente van hoofdverblijfplaats, aan de hand van het ad hoc formulier. De minister die bevoegd is voor Binnenlandse Zaken bepaalt het model van het aangifteformulier van tijdelijke afwezigheid, evenals de vermeldingen die erop moeten staan. Het in paragraaf 1 bedoelde adres van de hoofdverblijfplaats moet bij die informatiegegevens opgenomen worden.

Een tijdelijke afwezigheid mag niet langer dan een jaar duren, te rekenen vanaf de datum van het begin van de afwezigheid.

Een tijdelijke afwezigheid kan éénmaal verlengd worden op voorwaarde dat deze aangegeven werd overeenkomstig het eerste lid; de betrokkene moet de verlenging aangeven bij zijn gemeentebestuur, aan de hand van een formulier waarvan het model bepaald zal worden door de minister die bevoegd is voor Binnenlandse Zaken. Indien de verlenging van de tijdelijke afwezigheid niet aangegeven wordt, gaat de gemeente over tot de afvoering van ambtswege.

Elke persoon die tijdelijk afwezig is, kan op elk moment zijn inschrijving vragen in de gemeente waar hij effectief verblijft of vragen om afgevoerd te worden voor het buitenland.

§ 3. In afwijking van de in paragraaf 2, tweede en derde lid, opgesomde voorwaarden betreffende de duur en de verlenging van de tijdelijke afwezigheid, worden eveneens als tijdelijk afwezig beschouwd als zij daarvan aangifte doen bij hun gemeentebestuur overeenkomstig §2:

1° de personen die op het Belgisch grondgebied verblijven in verpleeginrichtingen en andere openbare en private instellingen die zieken opvangen, rusthuizen, rust- en verzorgingstehuizen, ziekenhuizen of gedeelten van ziekenhuizen gelijkgesteld met rust- en verzorgingstehuizen, psychiatrische instellingen, evenals de personen die geplaatst werden bij particulieren, voor de duur van hun verblijf met therapeutische en/of medische-hulpverleningsdoeleinden;

2° de personen die opgesloten zijn in strafinrichtingen en inrichtingen voor sociaal verweer, voor de duur van hun opsluiting;

3° de minderjarigen geplaatst in een instelling in toepassing van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming of de wet van 1 maart 2002 betreffende de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, voor de duur van hun plaatsing;

4° het militair personeel en burgerpersoneel van de Belgische strijdkrachten dat in het buitenland gestationeerd is, de militairen die in het buitenland gedetacheerd zijn, hetzij bij internationale of supranationale organismen, hetzij bij een militaire basis in het buitenland, alsook de leden van hun gezin, voor de duur van hun stationering of detachering;

5° de personeelsleden van de federale politie die afwezig zijn uit het Koninkrijk, alsook de leden van hun gezin, die ofwel het militaire personeel en burgerpersoneel van de Belgische strijdkrachten in het buitenland begeleiden, ofwel een specifieke opdracht vervullen in het buitenland, voor de duur van hun begeleiding of opdracht;

6° de dienstplichtigen onder de wapens en de gewetensbezwaarden voor de duur van hun dienst, de dienstplichtigen die vrijstelling van militaire dienst genieten krachtens artikel 16 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten, voor de duur van hun dienst of hun coöperatieopdracht;

7° de federale, gewestelijke en gemeenschapsambtenaren die een functie opnemen op een Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging in het buitenland, alsook de leden van hun gezin, op voorwaarde dat zij een hiërarchische band hebben met het posthoofd en dat zij ingeschreven worden op de diplomatieke lijst van de voornoemde vertegenwoordiging, voor de duur van hun opdracht;

8° de personen die op coöperatieopdracht gestuurd worden door verenigingen die erkend zijn krachtens de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische ontwikkelingssamenwerking, alsook de leden van hun gezin, voor de duur van hun coöperatieopdracht;

9° de personen van wie de verdwijning sinds zes maanden of langer gesignaleerd werd aan de lokale of federale politie en dit zonder afbreuk te doen aan de bepalingen met betrekking tot de afwezigheid bedoeld in Boek I van Titel IV van het Burgerlijk Wetboek. De tijdelijke afwezigheid eindigt met de terugkeer van de verdwenen persoon of met de vaststelling van zijn overlijden;

10° de personen die, in het kader van hun beroep, een specifiek werk of een bepaalde opdracht uitvoeren in een andere gemeente van het Koninkrijk of in het buitenland, alsook de leden van hun gezin, voor de duur van hun werk of opdracht;

11° de leerlingen en studenten ouder dan zestien jaar die financieel nog ten laste zijn van hun ouders en ergens anders verblijven dan op de verblijfplaats van het gezin waartoe zij behoren, voor de duur van hun studies.

De redenen van de tijdelijke afwezigheid die de toepassing van deze paragraaf rechtvaardigen, maken het voorwerp uit van een specifieke vermelding op het in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde formulier en moeten voldoende gestaafd worden met bewijsstukken.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 21 april 2017 tot bepaling van het model van de aangifteformulieren voor tijdelijke afwezigheid bedoeld in artikel 18, § 2, eerste en derde lid, van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister.

Brussel, 21 april 2017.

J. JAMBON